

Statement

Secretary of
State for
External Affairs



Déclaration

Secrétaire d'État
aux Affaires
extérieures

92/2

**DISCOURS
DE
L'HONORABLE BARBARA McDOUGALL,
SECRÉTAIRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES EXTÉRIEURES,
À LA
CONFÉRENCE MULTILATÉRALE
SUR LE MOYEN-ORIENT**

**MOSCOU
Le 28 janvier 1992**

External Affairs and
International Trade Canada

Affaires extérieures et
Commerce extérieur Canada

Canada

Messieurs les Présidents, distingués délégués, Mesdames et Messieurs,

C'est avec un immense plaisir que le Canada s'associe aujourd'hui à l'enclenchement historique d'un processus de négociations multilatérales sur le Moyen-Orient, dont le but est de trouver aux problèmes régionaux les solutions qui s'imposent, si l'on veut instaurer la stabilité dans cette région.

Nous tenons à remercier et à féliciter notre hôte, la Russie, de nous avoir réservé un accueil si chaleureux et si amical, et d'avoir su relever avec tant de brio le redoutable défi que représentait l'organisation de cette conférence, si tôt après son accession à l'indépendance en tant qu'État distinct.

Nous sommes déterminés à contribuer avec créativité au règlement d'une situation qui perturbe le monde depuis des décennies. L'approche qui est encouragée correspond entièrement à la conception que se fait le Canada d'une «sécurité coopérative», c'est-à-dire que la paix et la sécurité véritables dépendent d'un dialogue approfondi et d'une collaboration entre toutes les parties concernées.

La distance est grande entre le Canada et le Moyen-Orient, mais il existe entre les deux entités un faisceau de liens historiques, commerciaux, culturels, familiaux et religieux qui a engendré, chez les Canadiens, un souci constant et un intérêt réel à l'égard de la région.

En fait, depuis la Seconde Guerre mondiale, le Canada participe activement à la recherche de solutions aux problèmes du Moyen-Orient. Il a constamment oeuvré, aux Nations Unies comme sur d'autres tribunes, à la mise en place de conditions plus propices à l'instauration de la paix au Moyen-Orient et de la justice pour toutes les populations de la région.

L'appui du Canada au bien-être et à la sécurité d'Israël a toujours été le fer de lance de sa politique relative au Moyen-Orient. Aussi saluons-nous la tendance mondiale à la reconnaissance d'Israël, qui se dessine depuis quelques années. De même, le Canada soutient les droits légitimes des Palestiniens, y compris le droit à l'autodétermination, dans le contexte des négociations de paix. Selon nous, les résolutions 242 et 338 du Conseil de sécurité des Nations Unies demeurent les piliers fondamentaux sur lesquels un accord doit être construit.

Le Canada a contribué à chaque force onusienne de maintien de la paix déployée au Moyen-Orient. J'ai personnellement rendu visite à nos troupes de maintien de la paix dans la région et je peux témoigner de leur dévouement. Aujourd'hui encore, des militaires canadiens patrouillent le Golan, le Koweït et le Sinaï, sans compter ceux qui continuent de jouer leur rôle d'observateur au

sein de l'Organisme des Nations Unies chargé de la surveillance de la trêve (ONUST) dans plusieurs pays de la région.

Mais la sécurité n'est pas seule garante de la paix et de la justice. Le Canada estime depuis toujours que le développement économique est une condition fondamentale d'une véritable stabilité au Moyen-Orient. C'est pourquoi nous avons constamment, au fil des années, participé à fond aux programmes de développement économique intéressant les pays de la région; nous entendons continuer d'honorer cet engagement et maintenir notre tradition de générosité en matière d'aide humanitaire aux victimes de désastres, aussi bien naturels que provoqués par l'homme.

Le Canada rend un hommage sincère à ceux qui ont contribué aux décisions qui ont fait avancer le processus de paix jusqu'au point où nous en sommes maintenant. En tant que coparrains de ce processus historique, les États-Unis et la Russie ont fait preuve de persévérance et de dévouement face à de grandes difficultés. Ils peuvent compter sur l'indéfectible appui du Canada.

Nous tenons aussi à rendre hommage aux parties en cause. Les dirigeants des pays et des populations représentés ici ont déjà, par leurs actions, manifesté l'ouverture d'esprit et le courage qui permettent de briser les barrières érigées par des décennies de méfiance. Ils ont saisi la présente occasion de s'asseoir ensemble pour commencer, enfin, à parler de paix au Moyen-Orient. En fin de compte, ce seront eux qui auront à porter l'odieux d'un échec ou la fierté d'un succès. C'est l'avenir de leur peuple et de leurs enfants qui est en jeu.

Nous souhaitons également la bienvenue aux représentants d'autres États de la région du Moyen-Orient qui se joignent aujourd'hui au processus. Leur présence parmi nous témoigne d'une largeur d'esprit et d'une volonté de paix qui augurent bien de l'avenir.

Messieurs les Présidents, nous reconnaissons que certains, dont la participation est cruciale à l'instauration de la paix au Moyen-Orient, ne sont pas ici aujourd'hui. Nous regrettons leur absence et les pressons encore une fois de se joindre pleinement à un processus qui, nous en sommes convaincus, est le meilleur gage de la paix.

Mais ce processus est constamment en butte à des actes de violence et d'intimidation, souvent commis par des gens qui s'opposent au concept de la négociation. Cela ne laisse pas de nous inquiéter profondément. Nous engageons vivement ceux qui appuient sincèrement le processus en cours à maintenir et à renforcer leur opposition aux efforts de sabotage qui le menacent. Plus particulièrement, nous invitons toutes les parties à rejeter sans ambages et d'un commun accord les actes de

violence et à éviter les paroles et les gestes provocateurs. Le résultat escompté de ces négociations est trop précieux pour que l'on risque l'échec.

Messieurs les Présidents, les problèmes qui divisent les Arabes et les Israéliens au Moyen-Orient sont depuis trop longtemps source d'insécurité, de misère, de désespoir et de peur. Les négociations qui s'annoncent seront longues et difficiles. Des problèmes fondamentaux et graves doivent être abordés dans les discussions bilatérales directes.

Mais nous croyons aussi que la communauté internationale a un rôle à jouer en aidant les parties à régler certains des points plus généraux qui touchent l'ensemble de la région. Le Canada croit également que l'ONU, avec sa longue expérience et ses connaissances pratiques dans la région, pourrait bien avoir un rôle à jouer. Mais nous pouvons tous mettre à contribution notre propre expérience et nos compétences en matière de négociations multilatérales pour aider à résoudre les problèmes régionaux. Nous pouvons déjà concentrer nos efforts sur des domaines et des thèmes comme ceux qui ont déjà été suggérés, et - nous l'espérons - en ajouter d'autres à la liste plus tard, à la faveur d'un renforcement de la confiance.

Pour sa part, le Canada est disposé à mettre au service de cet effort commun ses compétences et son expérience acquises grâce à sa participation aux initiatives multilatérales dans les domaines du contrôle des armements et de la vérification, de la non-prolifération, du maintien de la paix et de la résolution des conflits, ainsi que dans divers domaines relatifs au développement. Nous pensons plus particulièrement ici aux groupes de travail sur la question de l'eau et sur le contrôle des armements. Nous serions prêts à accueillir au Canada des réunions de ces groupes de travail, si cela est opportun. Nous avons également pris note avec un grand intérêt du fait que certains orateurs ont soulevé la question des réfugiés, et nous les appuyons. Le Canada croit lui aussi que cette question délicate et importante mérite l'attention la plus sérieuse.

Messieurs les Présidents, distingués délégués, nous sommes à l'aube d'un avenir meilleur. Mais nous devons nous garder d'exagérer l'éventuelle contribution des pays qui ne sont pas de la région, même dans le cadre de ce processus multilatéral. Nous devons, dans le sillage de cette première réunion, inculquer chez les populations de la région la certitude que la paix véritable est possible. Nous devons les convaincre que s'offrent à eux des lendemains porteurs de promesses que le présent leur nie.

Messieurs les Présidents, le Canada a accueilli, au fil des ans, des milliers de personnes en provenance du Moyen-Orient, qui ont délaissé leurs foyers en quête d'un avenir meilleur. Trop souvent, elles n'ont guère eu le choix, chassées par la guerre ou

les conflits internes. Nous devons commencer aujourd'hui à préparer une ère où la peur de la guerre aura disparu de la région.

De par notre expérience humanitaire, nous sommes bien placés pour apprécier les valeurs que sont la diversité et la tolérance. Nous croyons que les contacts humains, le dialogue, les voyages et la communication ne peuvent que renforcer cet esprit de tolérance. Ce sont là des aspects sur lesquels le processus multilatéral devrait, à notre avis, commencer à se pencher. Nous estimons en effet que les contacts et le dialogue peuvent favoriser entre les populations une compréhension et une appréciation mutuelles qui seront cruciales si l'on veut que se cicatrisent les blessures du passé.

Nous croyons que le respect de la dignité humaine peut aider à ériger des sociétés au sein desquelles toute la population de la région pourra exercer pleinement ses droits juridiques, sociaux, politiques et humains. C'est là un objectif qui est en voie de se réaliser dans d'autres parties du monde. Les peuples qui vivent dans ce qui fut le berceau même de la civilisation ne méritent certes pas moins.